

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022-2023

CLOS LE 30 JUIN 2022

**Rapport de gestion
et états financiers intermédiaires
résumés non audités**

CONSTRUCTION
DE DÉFENSE
CANADA



DEFENCE
CONSTRUCTION
CANADA

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 Importance relative	1
2.0 Profil de la Société	1
3.0 Indicateurs de rendement opérationnel	2
4.0 Gestion des risques	4
5.0 Résultats financiers	4
6.0 Perspectives de CDC	13
États financiers intermédiaires résumés non audités	14

RAPPORT DE GESTION

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les variations opérationnelles pour le premier trimestre clos le 30 juin 2022 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 juin 2022.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2021-2022* »). Les résultats financiers présentés ici sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du premier trimestre renvoient au trimestre clos le 30 juin 2022. Toute mention du premier trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 juin 2021. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2022.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de Défense Canada (CDC ou la Société) est une société d'État dont l'objectif est de mener à bien l'approvisionnement et la réalisation de projets d'infrastructure et d'environnement de défense. Son principal mandat consiste à répondre aux besoins du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en matière d'infrastructure, de biens immobiliers et d'environnement en fournissant des conseils, en collaborant à la planification, à l'acquisition et à la gestion des marchés de défense.

CDC a toujours soutenu le gouvernement du Canada, y compris ses ministères et organismes, au pays et à l'étranger. Nous comptons actuellement deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du MDN et le Centre de la sécurité

des télécommunications. Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données d'entreprises de la base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

Nous sommes fiers de travailler avec le MDN depuis 1951. Cette collaboration nous a permis d'acquérir l'expertise spécialisée et la vaste base de connaissances voulues pour gérer des projets au pays et à l'étranger, tant des projets de type classique que des projets novateurs, allant de simples travaux d'entretien à des projets de construction complexes. De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.

SERVICES DES MARCHÉS

L'équipe des Services des marchés s'occupe de la planification et des marchés pour les biens et pour les services professionnels, environnementaux, immobiliers, de construction et d'entretien.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes, et le contrôle des calendriers et de la documentation.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

L'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure l'entretien efficace de l'infrastructure du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique pendant la totalité du cycle de vie des biens immobiliers.

3.0 INDICATEURS DE RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 COÛTS DE PRESTATION DES SERVICES DE CDC

Cet indicateur a d'abord été établi pour mesurer le coût des services de CDC pour ses clients-partenaires, par rapport à la taille du programme d'infrastructure et d'environnement offert par CDC. Au cours des dernières années, le MDN a demandé un soutien accru de CDC pour des services non liés au programme. Par conséquent, CDC a révisé son coût de la prestation de services, à partir de l'exercice 2022-2023, de manière à inclure seulement les produits des services axés sur les programmes, ce qui comprend la gestion des marchés, la gestion de projet et de programme, et les services des marchés. CDC s'attend à ce que ces coûts continuent

d'être de l'ordre de 9 % à 15 % des dépenses réelles des clients-partenaires. Pour le premier trimestre de 2022-2023, les coûts de prestation des services représentaient 19 % du budget, comparativement à 16 % pour 2021-2022, soit une augmentation de 3 points de pourcentage. Cette augmentation est due à un déploiement plus lent du programme du MDN que celui du premier trimestre de l'année précédente, ainsi qu'à une augmentation prévue des taux de facturation et à une hausse de la demande de services, ce qui a entraîné une hausse des produits. Le coût de prestation des services est habituellement plus élevé que la plage ciblée au début de l'exercice, à cause du calendrier des dépenses des marchés IE, et retombe dans cette plage à mesure que l'année progresse et que les charges liées aux marchés sont engagées.

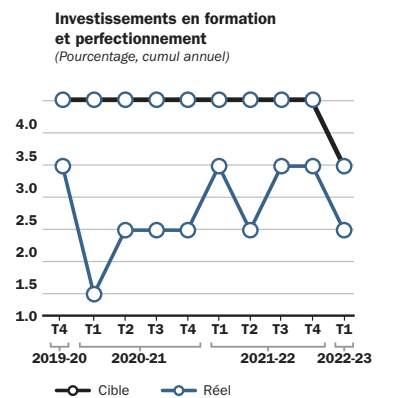
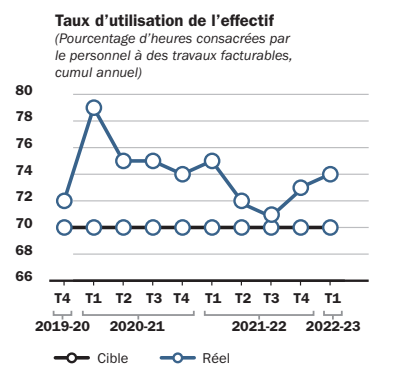
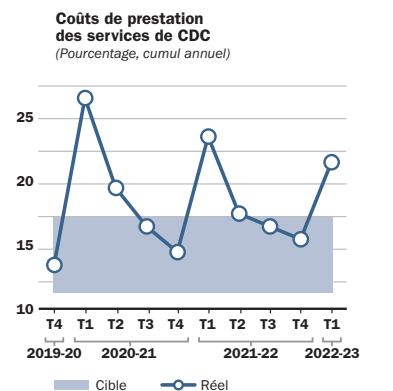
3.2 TAUX D'UTILISATION DE L'EFFECTIF

Le taux d'utilisation renvoie au pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des fonctions liées à la prestation de services facturables aux clients-partenaire, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques d'entreprise et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un outil clé de gestion financière. La Société se fixe un objectif de recouvrement de 70 % des heures de travail des employés auprès des clients-partenaires. Pour le premier trimestre de 2022-2023, le taux d'utilisation était de 74 %, soit une baisse d'un point de pourcentage par rapport à la même période en 2021-2022. Le taux d'utilisation a diminué principalement en raison de l'augmentation des vacances prises par les employés pendant cette période, de la levée des restrictions liées à la pandémie à certains endroits, ainsi que dans le cas des initiatives stratégiques non génératrices de produits en cours.

3.3 INVESTISSEMENTS EN FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La capacité de CDC à bien servir le MDN dépend pour beaucoup des compétences de son personnel, ce qui fait du maintien en poste d'une main-d'œuvre qualifiée et professionnelle un objectif d'entreprise clé. L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement professionnel, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage de la masse salariale de base. En 2022-2023, CDC a réduit son objectif global annuel de dépenses en formation et perfectionnement de 4 % à 3 % de la masse salariale de base, en raison de la baisse prévue des frais de déplacement liés à la formation par rapport à l'augmentation prévue de la formation virtuelle.

Pour le premier trimestre de 2022-2023, le pourcentage réel était de 2 %, en baisse par rapport à 3 % pour la même période en 2021-2022. La quantité de formation dispensée est fonction de l'effort requis pour élaborer et proposer des cours à l'interne, ainsi que du calendrier et du modèle de prestation des activités de perfectionnement des régions. L'augmentation de l'année précédente s'explique par les initiatives de formation qui avaient été reportées en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Les activités de formation reviennent actuellement à la normale, étant donné que ces restrictions continuent d'être levées.



4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2021-2022* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 40 millions de dollars pour le premier trimestre, en hausse de 3 millions de dollars, soit environ 8 %, par rapport au trimestre correspondant de 2021-2022. L'augmentation tient à une hausse de la demande de services des clients-partenaires combinée à un relèvement du taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN relatives à des projets d'infrastructure et d'environnement. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et ils diminuent dans le cas contraire. La nature cyclique du financement du MDN se répercute directement sur la demande à l'égard des services offerts par la Société et, par ricochet, sur les produits tirés des services facturés. Les paiements faits par CDC aux entrepreneurs pour le compte de ses clients-partenaires ont totalisé 157 millions de dollars, soit 10 % de moins au premier trimestre de 2022-2023 que pour la même période en 2021-2022.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les		Variation	
	2022	2021	\$	%
Gestion des marchés	16 706 \$	14 692 \$	2 014 \$	14 %
Services de gestions des projets et des programmes	9 977	10 490	(513)	-5 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	4 450	3 602	848	24%
Passation de marchés	3 211	3 125	86	3 %
Soutien technique en matière de construction	2 742	2 923	(181)	-6 %
Soutien technique en matière d'environnement	3 057	2 228	829	37 %
Total des produits tirés des services facturés	40 143 \$	37 060 \$	3 083 \$	8 %

GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés de la gestion des marchés ont progressé de 14 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représentait 11 points de pourcentage de la hausse) et de la majoration des taux de facturation (qui représentaient 3 points de pourcentage de la hausse). L'accroissement de la demande rend compte de la variabilité des services requis par les clients-partenaires à mesure que

les projets progressent dans les diverses étapes, depuis la planification et l'attribution des marchés jusqu'à leur gestion ultime.

GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

Les produits découlant de la gestion des projets et des programmes ont diminué de 5 % par rapport au premier trimestre de l'année précédente. La baisse par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent est attribuable à la diminution de la demande des clients-partenaires (qui représentait 8 points de pourcentage de la baisse), compensée par l'augmentation de 3 % du taux de facturation prévu.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont progressé de 24 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison de la majoration des taux de facturation (3 %) et de la hausse de la demande de services liés à la gestion des installations et du portefeuille (21 %).

PASSATION DE MARCHÉS

Les produits tirés de la passation de marchés ont augmenté de 3 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison de la majoration des taux de facturation de 3 %.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont diminué de 6 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, en raison de la baisse de la demande des clients-partenaires (qui représentait 9 points de pourcentage de la baisse), contrebalancée par l'augmentation du taux de facturation de 3 %.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont progressé de 37 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, soit 3 points attribuables à la majoration des taux de facturation, et 34 points liés à l'augmentation de la demande pour ces services.

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, perçus sur le solde moyen du compte bancaire et des placements de la Société, ont augmenté de 124 000 \$ en 2022-2023, soit environ 118 %, par rapport à l'exercice précédent. La hausse était due à un taux de rendement de 5 %, qui était supérieur au taux de 2 % pour la période précédente.

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Variation	
	2022	2021	\$	%
Produits financiers	229 \$	105 \$	124 \$	118 %

5.2 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 29 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 3 millions de dollars, ou environ 13 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette augmentation de 13 % est principalement attribuable à une hausse d'environ 8 %, ou 86 équivalents temps plein (ETP), par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du renforcement de la demande des clients-partenaires. L'augmentation restante est liée à une hausse de la masse salariale annuelle prévue, liée au coût de la vie et à la rémunération au rendement.

Pour le premier trimestre, les charges sociales totalisent 8 millions de dollars, en hausse de 653 000 dollars, ou environ 9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement due à la croissance de l'effectif de la Société, légèrement compensée par une baisse du coût des avantages sociaux futurs.

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Variation	
	2022	2021	\$	%
Salaires	29 093 \$	25 705 \$	3 388 \$	13 %
Charges sociales	7 527	6 874	653	9 %
Total des salaires et charges sociales	36 620 \$	32 579 \$	4 041 \$	12 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	26 %	27 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration totalisent 3 millions de dollars pour le premier trimestre, soit une hausse de 362 000 \$, ou environ 16 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Divers facteurs expliquent ces charges.

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Variation		Analyse de la variation
	2022	2021	\$	%	
Infonuagique	477 \$	434 \$	13 \$	3 %	Cette hausse s'explique par l'introduction de logiciels mobiles de gestion des marchés.
Maintenance des logiciels	438	318	120	38 %	Les coûts de maintenance des logiciels ont augmenté en raison d'un effectif plus nombreux et de l'achat de nouvelles licences de logiciel nécessitant un soutien.
Services professionnels	360	318	42	13 %	Cette augmentation est attribuable à un nombre plus élevé d'initiatives de technologie de l'information (TI), qui ont nécessité l'embauche d'experts-conseils en TI.
Location de matériel	259	244	15	6 %	Les coûts de location d'équipement ont augmenté parce que CDC a loué des ordinateurs portables supplémentaires en raison de l'accroissement de l'effectif.
Charges opérationnelles liées aux installations louées	247	248	(1)	0 %	La variation est négligeable.
Téléphonie et télématique	181	189	(8)	-4 %	Cette baisse tient à la réduction de l'utilisation des systèmes de données et de téléconférence en raison du passage à un environnement de travail hybride et du recours accru à Microsoft Teams comme plateforme de collaboration virtuelle.
Services, fournitures et matériel de bureau	173	68	105	154 %	L'augmentation s'explique par le dépassement des coûts du 70 ^e anniversaire dans la période actuelle, ainsi que par la hausse des coûts d'assurance et des coûts liés au plus grand nombre d'employés qui retournent travailler dans les bureaux.
Formation et perfectionnement des employés	136	137	(1)	-1 %	La variation est négligeable.
Services et communications clients	112	148	(36)	-24 %	Cette baisse est due aux célébrations du 70 ^e anniversaire survenues au cours de la période précédente.
Déplacement	106	-	106	100 %	Les frais de déplacement ont augmenté par suite de la hausse des déplacements découlant de l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de COVID-19.
Logiciels	60	12	48	400 %	Les hausses sont imputables à l'achat de licences de logiciels supplémentaires liées à l'augmentation des équivalents temps plein.
Réinstallation de personnel	40	40	-	0 %	Aucune variation.
Abonnements et adhésions	28	38	(10)	-26 %	Cette variation tient au moment où se sont déroulées les inscriptions annuelles.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

	Trimestres clos les 30 juin		Variation		Analyse de la variation
	2022	2021	\$	%	
(en milliers de dollars)					
Hébergement	20	6	14	233 %	Cette hausse est imputable à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, qui a entraîné une augmentation du nombre d'événements en personne.
Recrutement	11	25	(14)	-56 %	Cette baisse est due à la diminution de la demande de services de recrutement pendant la période actuelle.
Matériel informatique	8	-	8	100 %	Cette hausse s'explique par des achats ponctuels d'accessoires d'ordinateur au cours de la période actuelle.
Mobilier et agencements	7	42	(35)	-83 %	Cette baisse est imputable à l'achèvement des rénovations du siège social au cours de la période précédente.
Poste et transport de marchandises	7	4	3	75 %	Les coûts d'affranchissement ont augmenté en raison de l'envoi par la poste des documents se rapportant au 70 ^e anniversaire de CDC à divers emplacements partout dans le pays.
Autres	4	4	-	0 %	Aucune variation.
Améliorations locatives	-	7	(7)	-100 %	Cette baisse est imputable à l'achèvement des rénovations du siège social au cours de la période précédente.
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	2,644 \$	2,282 \$	362 \$	16 %	

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a augmenté de 35 000 \$ par rapport à l'exercice précédent. L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 74 %, ou 45 000 \$, en raison de l'amortissement du nouveau mobilier et des coûts des améliorations locatives liés aux rénovations au siège social. La baisse de 13 000 \$ en amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation est principalement attribuable à diverses locations de photocopieurs résiliées au dernier trimestre de 2021-2022. L'augmentation de l'amortissement des immobilisations incorporelles est due à l'achat

de logiciels supplémentaires.

	Trimestres clos les 30 juin		Variation	
	2022	2021	\$	%
(en milliers de dollars)				
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	330 \$	343 \$	(13) \$	-4 %
Amortissement des immobilisations corporelles	106	61	45	74 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	5	2	3	150 %
Total de la dotation aux amortissements	441 \$	406 \$	35 \$	9 %

5.3 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net et le résultat global de la période courante est de 615 000 \$, comparativement à un résultat net de 2 millions de dollars au cours du premier trimestre de l'exercice précédent, soit une baisse de 1 million de dollars. La baisse du revenu net de la période a été causée par l'augmentation des salaires imputable à un accroissement des ETP et à l'augmentation annuelle des salaires, ainsi que par la hausse des charges opérationnelles. Il y a eu une augmentation des coûts pour la maintenance des logiciels, les services, fournitures et matériel de bureau et les déplacements, en raison de l'accroissement des ETP et de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19.

	Trimestres clos les 30 juin		Variation	
	2022	2021	\$	%
(en milliers de dollars)				
Résultat net et résultat global	615 \$	1 839 \$	(1 224) \$	-67 %

5.4 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2021-2022*.

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 62 millions de dollars au 30 juin 2022, en hausse de 5 millions de dollars ou 9 % par rapport au 31 mars 2022.

Au 30 juin 2022, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 42 millions de dollars, en hausse de 5 millions de dollars, ou 14 %, par rapport au 31 mars 2022. Dans la période de trois mois qui a suivi le 31 mars 2022, la Société a tiré 5 millions de dollars de trésorerie de ses activités opérationnelles, consacré 14 000 \$ aux dépenses d'investissement, tiré 320 000 \$ des rachats de placements et dépensé 315 000 \$ pour s'acquitter de ses obligations locatives.

Au 30 juin 2022, le solde de trésorerie global de CDC était supérieur à la fourchette ciblée pour ses réserves de trésorerie liées aux activités opérationnelles de 26 à 34 millions de dollars pour 2022-2023, principalement en raison d'un recouvrement plus rapide des créances clients.

Au 30 juin 2022, les placements (courants et non courants) totalisaient 20 millions de dollars, en baisse de 333 000 \$, ou 2 %, par rapport à la fin de l'exercice de 2021-2022. Cette baisse est attribuable au rachat de placements arrivés à échéance.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique de placement approuvée par le Conseil. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants à recevoir de clients-partenaires de la Société, notamment le MDN. Au 30 juin 2022, les créances clients totalisaient 20 millions de dollars, en hausse de 3 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au 31 mars 2022. La hausse tient surtout à l'augmentation des produits découlant du MDN, contrebalancée en partie par une réduction du délai de recouvrement de ces comptes clients. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 29 millions de dollars au 30 juin 2022, en hausse de 10 millions de dollars, ou 56 %, par rapport au 31 mars 2022. L'augmentation des passifs courants est principalement le fait du calendrier des paiements des fournisseurs et de la hausse des produits différés.

TRÉSorerIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

(en milliers de dollars)	Au		Variation	
	30 juin 2022	31 mars 2022	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 162 \$	36 918 \$	5 244 \$	14 %
Placements	20 267	20 600	(333)	-2 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	62 429 \$	57 518 \$	4 911 \$	9 %
Créances clients	19 820 \$	16 676 \$	3 144 \$	19 %
Passifs courants	28 970 \$	18 593 \$	10 377 \$	56 %

5.5 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimatif des congés de maladie et des indemnités de retraite pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Ce passif est estimé par calcul actuariel. Le programme de congés de maladie est réduit depuis avril 2022. La banque actuelle de congés de maladie accumulés

des employés a été gelée et pourra être utilisée à l'avenir. Le régime de congés de maladie a été remplacé par un régime de prestations d'invalidité de courte durée. Au 30 juin 2022, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 34 millions de dollars, en hausse de 555 000 \$, ou environ 2 %, par rapport au 31 mars 2022.

Dans l'ensemble, le passif a augmenté parce que le coût des services rendus au cours de la période (437 000 \$) et les intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation (348 000 \$) étaient supérieurs aux paiements des avantages sociaux des employés (230 000 \$).

(en milliers de dollars)	Au		Variation	
	30 juin 2022	31 mars 2022	\$	%
Partie courante	2 089 \$	1 803 \$	286 \$	16 %
Partie non courante	31 798	31 529	269	1 %
Total des avantages du personnel	33 887 \$	33 332 \$	555 \$	2 %

5.6 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société totalisent 72 000 \$ pour le premier trimestre, en baisse de 747 000 \$, ou 91 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique surtout par les coûts ponctuels d'améliorations locatives engagés en 2021-2022 en lien avec les rénovations au siège social, et le renouvellement d'un des contrats de location régionaux au cours de la période précédente.

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les		Variation	
	2022	2021	\$	%
Matériel informatique	- \$	124 \$	(124) \$	-100 %
Mobilier et agencements	60	111	(51)	-46 %
Améliorations locatives	-	127	(127)	-100 %
Immobilisations incorporelles	12	-	12	100 %
Actifs au titre de droits d'utilisation	-	457	(457)	-100 %
Total des dépenses d'investissement	72 \$	819 \$	(747) \$	-91 %

5.7 RENDEMENT RÉEL PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le tableau ci-après compare les résultats réels de la Société pour le premier trimestre de 2022-2023 aux projections figurant dans le Plan d'entreprise (le Plan). Les résultats réels de la Société sont inférieurs aux résultats projetés dans le Plan. Les produits tirés des services facturés sont de 3 % inférieurs au Plan. Cette baisse s'explique par une demande plus faible que prévu pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouvrés à cet égard ont été de 22 % supérieurs au Plan en raison de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19.

Les produits financiers ont été de 83 % supérieurs à ce qui était prévu dans le Plan, en raison d'un solde bancaire et de placement et de taux d'intérêt plus élevés que prévu.

Les salaires et les charges sociales sont de 3 % supérieurs aux projections du Plan en raison du moment des congés des employés. Cette tendance a été partiellement contrebalancée par les ETP plus bas que prévu au premier trimestre.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 31 % inférieurs aux projections. Cette baisse est principalement imputable au calendrier des services professionnels, à la formation et au perfectionnement, et aux coûts des services infonuagiques.

La dotation aux amortissements a été de 3 % inférieure aux projections du Plan en raison des moments où ont été réalisées les locations de bureaux dans la région du Pacifique. Le résultat net a été de 1 million de dollars de moins que prévu dans le Plan, en raison de la baisse de la demande de services et de la hausse des coûts des salaires et avantages sociaux.

Les dépenses d'investissement ont été de 71 % inférieures aux projections, en raison de la signature de la location de bureaux dans la région du Pacifique.

COMPARAISON DES RÉSULTATS RÉELS AUX PROJECTIONS DU PLAN

	Trimestre clos les 30 juin 2022		Variation	
	Réel	Plan d'entreprise	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Produits				
Produits tirés des services facturés	40 143 \$	41 508 \$	(1 365) \$	-3 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	711	584	127	22 %
Produits financiers	229	125	104	83 %
Produits totaux	41 083	42 217	(1 134)	-3 %
Charges				
Salaires et charges sociales	36 620	35 568	1 052	3 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	2 644	3 843	(1 199)	-31 %
Frais de déplacement et décaissements	711	584	127	22 %
Dotation aux amortissements	441	454	(13)	-3 %
Charges financières	52	50	2	4 %
Total des charges	40 468	40 499	(31)	0 %
Résultat net et autres éléments du résultat global	615	1,718	(1 103)	-64 %
Dépenses d'investissement	72 \$	250 \$	(178) \$	-71 %

5.8 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés par la Société dans le cadre du programme du MDN pour le trimestre clos le 30 juin 2022 ont baissé de 18 millions de dollars, soit 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à une mise en œuvre plus rapide du programme du MDN par rapport au cumul de l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2022-2023 soit comparable à celui de 2021-2022.

	Trimestres clos les 30 juin		Variation	
	2022	2021	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Ontario	32 418 \$	47 834 \$	(15 416) \$	-32 %
Québec	29 343	21 794	7 549	35 %
Capitale nationale	26 720	29 054	(2 334)	-8 %
Pacifique	24 651	26 031	(1 380)	-5 %
Ouest	23 007	22 572	435	2 %
Atlantique	20 947	27 329	(6 382)	-23 %
Total des charges liées aux marchés	157 086 \$	174 614 \$	(17 528) \$	-10 %

6.0 PERSPECTIVES DE CDC

6.1 ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES NORMALES PENDANT LA PANDÉMIE

Les activités de la Société n'ont pas été considérablement touchées par la COVID-19. Alors que la pandémie de COVID-19 continue d'évoluer, une incertitude subsiste quant aux futures vagues d'infections et interventions du gouvernement, mais la Société ne croit pas que cela aura une incidence négative sur ses activités, étant donné le minimum de perturbations subies jusqu'ici et le fait que sa situation financière est demeurée solide.

6.2 SUIVI DE LA GUERRE EN UKRAÏNE

Le 24 février 2022, les troupes russes ont envahi l'Ukraine. Le conflit militaire en cours continue de causer d'importantes pertes, des déplacements de population, des dommages aux infrastructures et des perturbations de l'activité économique en Ukraine. En réaction, de nombreux pays, dont le Canada, ont imposé des sanctions économiques à la Russie.

Bien que la Société soit incapable de déterminer ou de prédire la durée et les répercussions de la guerre en Ukraine, elle continue de suivre ses opérations et reste prête à fournir tout le soutien supplémentaire requis par le MDN. Même si les prix de ses biens et services ont subi des hausses minimales, la Société continue de surveiller de près les effets généraux de la guerre, y compris les pressions inflationnistes croissantes et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, sur ses activités. La poussée inflationniste au premier semestre de 2022 a accru l'incertitude relative à nos hypothèses d'inflation liées aux augmentations de salaire futures et de nos hypothèses à long terme concernant notre régime d'avantages sociaux—même si nous n'avons pas changé nos hypothèses de 2021-2022, car notre vision à long terme de l'inflation n'a pas changé.

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS

Sauf indication contraire, tous les montants
sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung
Président et premier dirigeant

Kevin Petit-Frère, CPA, CA
*Vice-président par intérim, Finances
et chef des finances*

Ottawa, Canada
29 août 2022

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		30 juin 2022	31 mars 2022
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		42 162 \$	36 918 \$
Placements	6	3 006	2 134
Produits à recevoir	9	3 053	–
Créances clients	14	19 820	16 676
Charges payées d'avance et autres actifs		1 486	1 096
Autres créances		1 713	1 793
Actifs courants		71 240	58 617
Placements	6	17 261	18 466
Immobilisations corporelles	7	2 018	2 064
Immobilisations incorporelles		44	37
Actifs au titre de droits d'utilisation	13	6 703	7 033
Actifs non courants		26 026	27 600
Total de l'actif		97 266 \$	86 217 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	14	20 566 \$	14 227 \$
Produits différés	9	5 140	1 285
Avantages du personnel	8	2 089	1 803
Obligations locatives	13	1 175	1 278
Passifs courants		28 970	18 593
Avantages du personnel	8	31 798	31 529
Obligations locatives	13	5 923	6 135
Passifs non courants		37 721	37 664
Total du passif		66 691	56 257
Capitaux propres			
Capital-actions autorisé — 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale — émis, 32 actions ordinaires		–	–
Résultats non distribués		30 575	29 960
Total des capitaux propres		30 575	29 960
Total du passif et des capitaux propres		97 266 \$	86 217 \$

Engagements : Voir la note 13. Passifs éventuels : Voir la note 15.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestres clos les 30 juin	
		2022	2021
Produits tirés des services facturés	9	40 143 \$	37 060 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		711	276
Produits financiers		229	105
Produits totaux		41 083	37 441
Salaires et charges sociales		36 620	35 579
Charges opérationnelles et frais d'administration	10	2 644	2 282
Frais de déplacement et décaissements		711	276
Amortissement des immobilisations corporelles	7	106	61
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	330	343
Amortissement des immobilisations incorporelles		5	2
Charges financières	13	52	59
Total des charges		40 468	35 602
Résultat net et résultat global		615 \$	1 839 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
Capital-actions	– \$	– \$
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	29 960	12 454
Résultat net et autres éléments du résultat global	615	1 839
Solde à la clôture de la période	30 575 \$	14 293 \$
Capitaux propres	30 575 \$	14 293 \$

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestres clos les 30 juin	
		2022	2021
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles			
Résultat net		615 \$	1 839 \$
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Charge au titre des avantages du personnel	8	785	837
Avantages du personnel versés	8	(230)	(184)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	106	61
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	330	343
Amortissement des immobilisations incorporelles		5	2
Amortissement des primes d'investissement		13	3
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel			
Créances clients		(3 144)	(2 469)
Autres créances		80	(1 603)
Charges payées d'avance et autres actifs		(390)	17
Produits à recevoir		(3 053)	(907)
Fournisseurs et dettes diverses		6 281	3 087
Produits différés		3 855	2 860
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		5 253	3 886
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Rachat et cession de placements		320	1 125
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(2)	(111)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(12)	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		306	1 014
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Remboursement d'obligations locatives	13	(315)	(310)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(315)	(310)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		5 244	4 590
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		36 918	35 632
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		42 162 \$	40 222 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie : Voir la note 11.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2022 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier trimestriel.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

La Société a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits proviennent de la facturation de frais en échange des services fournis.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022 et le Rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

5.1 MODIFICATIONS COMPTABLES ACTUELLES

La Société surveille activement les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes qui ont été publiées par l'IASB. L'IASB n'a publié aucune norme nouvelle ou modifiée ayant une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

5.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou modifications des normes existantes qui pourraient toucher la Société à l'avenir autres que celles qui sont indiquées dans la note 3 des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, des Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux effectifs allant de 0,4 % à 3 % (taux d'intérêt nominaux allant de 0,5 % à 4,4 %), de certificats de placement garanti (CPG) à des taux de 0,8 % à 2,8 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de mars 2023 à juin 2027 et celles des CPG, de juillet 2022 à mars 2027, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les comptes de fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif (niveau 2); c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) (niveau 3). Comme la juste valeur des placements n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

	Au	
	30 juin 2022	31 mars 2022
Partie courante	3 006 \$	2 134 \$
Partie non courante	17 261	18 466
	20 267 \$	20 600 \$

	Au	
	30 juin 2022	31 mars 2022
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations des Provinces	6 170 \$	6 503 \$
Obligations fédérales (note 14)	1 001	1 001
Certificats de placement garanti	13 096	13 096
	20 267 \$	20 600 \$

	Au	
	30 juin 2022	31 mars 2022
Juste valeur		
Obligations des Provinces	5 905 \$	6 344 \$
Obligations fédérales (note 14)	965	986
Certificats de placement garanti	13 205	13 155
	20 075 \$	20 485 \$

Au 30 juin 2022						
	Taux d'intérêt effectif	Taux d'intérêt nominal	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Obligations						
Obligations fédérales (note 14)	1,7 %	1,8 %	– \$	1 001 \$	– \$	1 001 \$
Obligations des Provinces	0,4 %–3 %	0,5 %–4,4 %	1 907	4 263	–	6 170
Certificats de placement garanti	0,8 %–2,8 %	0,8 %–2,8 %	1 100	11 996	–	13 096
			3 007 \$	17 260 \$	– \$	20 267 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2022	649 \$	1 327 \$	1 711 \$	3 687 \$
Acquisitions	–	60	–	60
Cessions	–	–	–	–
Solde au 30 juin 2022	649 \$	1 387 \$	1 711 \$	3 747 \$

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2022	494 \$	815 \$	314 \$	1 623 \$
Amortissements	19	36	51	106
Cessions	–	–	–	–
Solde au 30 juin 2022	513 \$	851 \$	365 \$	1 729 \$

Valeur comptable nette par catégorie d'actifs	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Valeur comptable nette au 31 mars 2022	155 \$	512 \$	1 397 \$	2 064 \$
Valeur comptable nette au 30 juin 2022	136 \$	536 \$	1 346 \$	2 018 \$

Les produits associés aux cessions survenues pendant les exercices clos au 31 mars n'étaient pas significatifs. Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

8. AVANTAGES DU PERSONNEL

8.1 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimatif des congés de maladie de ses employés, des indemnités versées à certains employés à leur départ à la retraite ainsi que des prestations d'assurance-maladie, de soins dentaires et d'assurance-vie de son personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivalait à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au	
	30 juin 2022	31 mars 2022
Partie courante	2 089 \$	1 803 \$
Partie non courante	31 798	31 529
Total des avantages du personnel	33 887 \$	33 332 \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2021-2022*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2020. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2023 ou plus tôt au besoin.

Suivent les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies de l'exercice :

Solde au 31 mars 2022	33 332 \$
Coût des services rendus au cours de la période	437
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	348
Paiements au titre des avantages du personnel	(230)
Solde au 30 juin 2022	33 887 \$

Les montants comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat et du résultat global de l'exercice à l'égard de ce régime d'avantages sont les suivants :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
Coût des services rendus au cours de la période	437 \$	507 \$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	348	330
Charge au titre des avantages du personnel	785 \$	837 \$

9. COMPTABILISATION DES PRODUITS

9.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait.

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque le montant facturé aux clients-partenaires pour les services rendus est supérieur aux droits demandés en application des accords sur les niveaux de service à forfait. La Société a un droit de paiement inconditionnel quand elle a facturé conformément aux accords sur les niveaux de service à forfait. Les montants excédentaires seront comptabilisés en produits à mesure que les services seront rendus.

9.2 INFORMATION SECTORIELLE ET VENTILÉE SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région.

Trimestre clos le 30 juin 2022							
Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 749 \$	1 122 \$	649 \$	535 \$	276 \$	797 \$	6 128 \$
Québec	2 883	1 274	499	443	344	554	5 997
Capitale nationale	1 777	3 668	1 757	151	80	617	8 050
Ontario	3 552	1 407	937	585	1 209	676	8 366
Pacifique	2 410	1 006	209	242	150	178	4 195
Ouest	3 222	1 492	355	806	255	235	6 365
Siège social	113	8	44	449	428	-	1 042
Produits totaux, par secteur d'activité	16 706 \$	9 977 \$	4 450 \$	3 211 \$	2 742 \$	3 057 \$	40 143 \$

Trimestre clos le 30 juin 2021							
Secteur d'activité							
Région	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	Total des produits, par région
Atlantique	2 310 \$	1 713 \$	436 \$	493 \$	240 \$	480 \$	5 672 \$
Québec	2 648	1 342	410	401	328	388	5 517
Capitale nationale	1 118	3 258	1 715	78	111	426	6 706
Ontario	3 543	1 555	638	631	1 382	557	8 306
Pacifique*	2 095	981	55	266	193	183	3 773
Ouest*	2 945	1 619	348	834	243	194	6 183
Siège social	33	22	-	422	426	-	903
Produits totaux, par secteur d'activité	14 692 \$	10 490 \$	3 602 \$	3 125 \$	2 923 \$	2 228 \$	37 060 \$

*La Société a reclassé les données comparatives pour qu'elles soient cohérentes avec la présentation de l'année en cours.

Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par région et par type de contrat.

Produits horaires

Région	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
Atlantique	1 236 \$	1 092 \$
Québec	1 598	1 873
Capitale nationale	6 549	5 549
Ontario	2 181	2 370
Pacifique*	1 422	1 287
Ouest*	1 148	1 272
Siège social	615	582
Total des produits horaires	14 749 \$	14 025 \$

Produits forfaitaires

Région	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
Atlantique	4 892 \$	4 580 \$
Québec	4 400	3 644
Capitale nationale	1 500	1 157
Ontario	6 185	5 936
Pacifique*	2 773	2 486
Ouest*	5 216	4 911
Siège social	428	321
Total des produits forfaitaires	25 394 \$	23 035 \$
Produits totaux	40 143 \$	37 060 \$

*La Société a reclassé les données comparatives pour qu'elles soient cohérentes avec la présentation de l'année en cours.

Au 30 juin 2022, des produits différés de 5 140 \$ (1 285 \$ au 31 mars 2022) se rapportent à des obligations de prestation non satisfaites. La direction s'attend à ce que le solde soit comptabilisé comme des produits au cours de la prochaine période visée. Les variations des produits différés pour le trimestre sont présentées dans le tableau suivant.

	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
Solde à l'ouverture de la période	1 285 \$	– \$
Comptabilisation des produits différés	(3)	–
Montants facturés et produits différés	3 858	1 285
Solde à la clôture de la période	5 140 \$	1 285 \$

10. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration pour l'exercice sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
Infonuagique	447 \$	434 \$
Maintenance de logiciels	438	318
Services professionnels	360	318
Location de matériel	259	244
Charges opérationnelles liées aux installations louées	247	248
Téléphonie et télématique	181	189
Services, fournitures et matériel de bureau	173	68
Formation et perfectionnement des employés	136	137
Services et communications clients	112	148
Déplacements	106	–
Logiciels	60	12
Réinstallation de personnel	40	40
Abonnements et adhésions	28	38
Hébergement	20	6
Recrutement	11	25
Matériel informatique	8	–
Mobilier et agencements	7	42
Poste et transport de marchandises	7	4
Autres	4	4
Améliorations locatives	–	7
	2 644 \$	2 282 \$

11. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
Charges d'intérêts sur les obligations locatives	52 \$	59 \$
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires	135 \$	53 \$
Produit d'intérêts sur les placements	94 \$	51 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles non payée	60 \$	251 \$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 83 979 \$ au 30 juin 2022 (75 997 \$ en mars 2022) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier. La Société cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité.

La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le MDN, tel que décrit à la note 14. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société croit qu'il n'y a pas lieu de constituer une provision pour pertes de crédit attendues.

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances de déplacement consenties à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs.

Le tableau suivant indique la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) des actifs financiers assujettis au risque de crédit.

	Au 30 juin 2022		
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	42 162 \$	– \$	42 162 \$
Placements	–	20 267	20 267
Créances clients	–	19 820	19 820
Autres créances	–	1 713	1 713
Autres actifs	–	17	17
Total des actifs financiers	42 162 \$	41 817 \$	83 979 \$

	Au 31 mars 2022		
	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie	36 918 \$	– \$	36 918 \$
Placements	–	20 600	20 600
Créances clients	–	16 676	16 676
Autres créances	–	1 793	1 793
Autres actifs	–	10	10
Total des actifs financiers	36 918 \$	39 079 \$	75 997 \$

12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des comptes fournisseurs et autres dettes diverses se chiffrait à 11 641 \$ au 30 juin 2022 (6 251 \$ au 31 mars 2022) et représentait l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible, étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. Tous les fournisseurs et dettes diverses arrivent à échéance en moins de 6 mois. Les comptes fournisseurs et dettes diverses comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas compris dans les fournisseurs et dettes diverses. De plus, au 30 juin 2022, les actifs financiers de la Société ont dépassé son passif financier de 72 338 \$ (69 746 \$ au 31 mars 2022).

Le tableau suivant indique l'échéancier des passifs financiers contractuels, y compris les paiements d'intérêts estimés :

Au 30 juin 2022				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Six mois ou moins	Plus de six mois
Fournisseurs et dettes diverses	11 641 \$	11 641 \$	11 641 \$	– \$
Passifs financiers	11 641 \$	11 641 \$	11 641 \$	– \$

Au 31 mars 2022				
	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Six mois ou moins	Plus de six mois
Fournisseurs et dettes diverses	6 251 \$	6 251 \$	6 251 \$	– \$
Passifs financiers	6 251 \$	6 251 \$	6 251 \$	– \$

12.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Au 30 juin 2022, tous les placements (20 267 \$) étaient constitués d'instruments à taux fixe (20 600 \$ au 31 mars 2022). Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments, la direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.

13. CONTRATS DE LOCATION

13.1 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Les actifs au titre de droits d'utilisation de la Société comprennent les locaux à bureaux, les installations pour le matériel informatique (entrepôt de données) et les copieurs multifonctionnels. La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer.

Les variations des actifs au titre de droits d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux	Location d'entrepôts de données	Total des actifs au titre de droits d'utilisation
Solde au 31 mars 2022	6 748 \$	285 \$	7 033 \$
Acquisitions	–	–	–
Amortissements	(300)	(30)	(330)
Cessions	–	–	–
Solde au 30 juin 2022	6 448 \$	255 \$	6 703 \$

13.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	30 juin 2022	31 mars 2022
Partie courante	1 175 \$	1 278 \$
Partie non courante	5 923	6 135
Total	7 098 \$	7 413 \$

Solde au 31 mars 2022	7 413 \$
Acquisitions	–
Cessions	–
Paiements	(367)
Charges d'intérêts	52
Solde au 30 juin 2022	7 098 \$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 juin 2022.

Un an ou moins	1 359 \$
De 1 à 2 ans	1 014 \$
De 2 à 5 ans	2 663 \$
Plus de 5 ans	2 933 \$
Total	7 969 \$

Pour le premier trimestre de 2022-2023, les charges relatives aux paiements de loyer variables non comprises dans le calcul des obligations locatives étaient de 247 \$, alors que les mêmes charges pour la période correspondante de 2021-2022 étaient de 248 \$. Ces charges correspondent aux charges opérationnelles, aux impôts fonciers et aux frais d'assurance. Il n'y a pas eu de charges liées à des contrats de location à court terme, et les charges liées aux contrats de location d'actifs de faible valeur ont été négligeables. Les sorties de trésorerie pour les contrats de location ont totalisé 614 \$ (617 \$ pour la même période en 2021-2022), dont 315 \$ au titre du remboursement de capital sur les obligations locatives (310 \$ pour la même période en 2021-2022).

14. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du premier trimestre de 2022-2023 se chiffrent à 40 143 \$ comparativement à 37 060 \$ au cours de la même période de 2021-2022; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Les créances et les dettes des parties apparentées qui sont incluses dans les créances clients et les comptes fournisseurs et autres créditeurs, respectivement, figurent dans le tableau suivant :

	Au	
	30 juin 2022	31 mars 2022
Créances		
Ministère de la Défense nationale (MDN)	18 172 \$	15 423 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 365	1 045
Centre de la sécurité des télécommunications	251	171
Services partagés Canada	32	37
	19 820 \$	16 676 \$
Dettes		
Services partagés Canada	3 \$	7 \$
Services publics et Approvisionnement Canada	9	-
Ministère de la Justice	238	393
	250 \$	400 \$

La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 174 \$ pour le premier trimestre de 2022-2023, contre 70 \$ au cours de la période correspondante de 2021-2022. Parmi ces charges, la Société a recouvré 155 \$ auprès du MDN au cours du premier trimestre.

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation des services ne peut occuper des installations du MDN, la Société recouvre ses frais de logement sous forme de décaissements remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

Le 2 mars 2022, la Société a acheté pour 1 002 \$ une obligation émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). La Société a réalisé des produits financiers de 5 \$ pendant le premier trimestre de l'année en cours.

14.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du conseil d'administration) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants s'établit comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2022	2021
Avantages à court terme	1 204 \$	1 204 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	182	182
	1 386 \$	1 386 \$

15. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société illustrent les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 juin 2022, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur de 18 178 \$. Ces réclamations étaient liées à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de ses clients-partenaires. En comparaison, au 31 mars 2022, 15 réclamations étaient en cours, pour une valeur s'élevant à 21 338 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi celle-ci n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.

De plus, au 30 juin 2022, d'autres réclamations non liées au MDN, pour lesquelles la sortie de ressources nécessaires pour régler l'obligation ne peut être estimée ou n'est pas probable pour le moment, étaient en cours. Aucun montant n'avait été comptabilisé relativement à ces réclamations au 30 juin 2022.